

**No limit
for your
skills
bubble**
#letstegether



Le chômage temporaire est devenu indispensable ces derniers mois. Ce filet de sécurité a heureusement rempli son rôle auprès d'une énorme partie de la population. Toutefois, afin de transformer ce « coût public » en « investissement public », il est nécessaire que, lors des périodes d'inactivité, chacun œuvre immédiatement et activement à optimiser l'employabilité dans le futur. C'est pourquoi Agoria propose qu'une allocation de chômage temporaire de plus d'un mois soit accompagnée d'un programme de formation sur les compétences numériques. **#letstegether**

Embracing technology
Embracing ambition

.AGORIA

EN AVANT POUR UNE **UNE BELGIQUE RÉSILIENTE** GRÂCE À LA TECHNOLOGIE

Maintenant que nous sortons peu à peu de notre confinement, les dégâts de la crise du coronavirus nous sautent aux yeux et des milliards d'euros d'aide sont distribués pour sauver notre économie. Pourtant, tout ne doit pas forcément coûter cher.

Durant les prochains mois, Agoria lance chaque semaine une proposition qui n'a pas d'impact substantiel sur le budget du gouvernement mais qui peut rapporter beaucoup à la société et aux entreprises. Il est crucial de garantir la résilience de la société, des entreprises, de l'enseignement, des institutions de recherche et de connaissance, des pouvoirs publics ... Dans ce cadre, les applications technologiques fournissent souvent les solutions les plus durables et les plus abordables. Et elles offrent une qualité de vie accrue en répondant aux besoins des citoyens en matière, entre autres, de santé, de sécurité, de durabilité, de loisirs et de mobilité.

#letstegether

.AGORIA

PROPOSITION n° 8

AUGMENTONS LA RÉSILIENCE DES TRAVAILLEURS EN ASSORTISSANT L'OCTROI D'UNE ALLOCATION DE CHÔMAGE TEMPORAIRE DE CONDITIONS RENFORCÉES.

Que nous a appris la crise du coronavirus ?

Le ralentissement de l'activité des entreprises et la mise au chômage temporaire des travailleurs pèsent lourdement sur notre produit intérieur brut. Les revenus sont en baisse. De plus, le filet de sécurité financier mis en place par le gouvernement pour maintenir la population à flot grâce au chômage temporaire représente un coût important. Les dépenses augmentent de façon exponentielle. Le marché du travail a en effet été profondément ébranlé. La digitalisation accroît non seulement l'efficacité du travail et des entreprises, mais révèle aussi clairement que de nouvelles compétences sont nécessaires. Nous devons mettre à profit les périodes de chômage temporaire pour remédier à cette situation et développer des compétences qui minimisent le risque de périodes d'inactivité prolongées ou consécutives. Le déploiement d'un filet de sécurité est et reste une solution d'urgence à laquelle il est préférable de ne pas avoir recours ou à laquelle il ne faut recourir qu'une seule fois.

Au plus fort de la période d'inactivité due au coronavirus, au mois d'avril, quelque 1,15 million de personnes ont bénéficié du chômage temporaire. Le gouvernement leur a versé une rémunération moyenne de 1200 € par personne et par mois. De plus, les autorités ont dû faire face à une baisse considérable des revenus liés au précompte professionnel et à la sécurité sociale pendant les périodes de chômage temporaire. Tant les partisans que les détracteurs de ce système s'accordent à dire que le chômage temporaire constitue une bouée de sauvetage indispensable pour les entreprises et les travailleurs dans cette situation de crise sans précédent. Toutefois, ils reconnaissent également qu'il est préférable pour notre économie et, bien sûr, pour chaque travailleur, que cette situation reste aussi temporaire que possible.

Les entreprises réagissent à cette crise en ajustant leur fonctionnement au mieux. La digitalisation s'intensifie. Deux ans avant cette crise, avec son programme Be The Change, Agoria exposait déjà clairement qu'un grand nombre de personnes devaient se recycler ou même se reconvertir totalement. Alors que la démarche prévue par Be The Change se voulait encore plutôt progressive, le COVID-19 est venu souligner l'urgence de la situation. Un grand nombre de travailleurs ont connu une période d'inactivité au moins temporaire. Nous devons garder à l'esprit qu'un nombre considérable de travailleurs se retrouveront encore au chômage temporaire dans les mois à venir. Ces personnes doivent sortir de cette période avec un bagage de compétences renforcé. Nous pouvons faire de l'urgence une vertu. En effet, l'avenir nous amènera de toute façon à mobiliser un grand nombre de profils compétents de manière flexible.

Que proposons-nous ?

- Le gouvernement est en droit d'exiger quelque chose en contrepartie de la protection que représente le chômage temporaire. Le chômage temporaire de plus d'un mois doit être accompagné d'un trajet de formation axé sur ces compétences digitales cruciales. Ce trajet doit occuper au moins 30 % du temps d'inactivité. Lorsque l'activité reprendra, l'obligation de formation deviendra bien entendu caduque.
 - Le travailleur prend lui-même l'initiative de répondre à cette obligation de formation. Les régulateurs du marché du travail et les organismes publics de formation (le VDAB, le Forem, Actiris, Bruxelles Formation, etc.), les centres de compétence, les fonds de carrière et les pôles de formation sont les principaux facilitateurs, en collaboration avec l'ONEM. Ils peuvent assurer une offre accessible qui mise au maximum sur le digital, à un coût minimal. Ainsi, les travailleurs qui se retrouvent au chômage temporaire peuvent conserver un maximum de chances de retrouver une position durable sur le marché du travail, que ce soit chez leur employeur actuel si la situation le permet, ou dans une autre entreprise si cela s'avère plus durable.
-

Pourquoi est-ce important ?

Cette situation de crise a permis à de nombreuses personnes de prendre conscience que la digitalisation fait partie de la solution et représente un aspect important de la nouvelle normalité. Pour l'instant, cela a conduit à un « upskilling » progressif mais pas généralisé. Dans un marché du travail qui va bientôt rouvrir grand ses portes aux profils dotés de compétences numériques, associer une allocation de chômage temporaire à un programme de formation obligatoire qui renforce ces compétences nous apparaît comme une nécessité. Nos travailleurs et notre économie méritent d'être renforcés.